

« Ce terrorisme n'a ni religion ni conviction »

► Les événements tragiques

qui se succèdent ces derniers mois sont-ils la faute de l'islam ?

► Une guerre des religions est-elle à l'œuvre ?

► Huit mois après les attentats de Paris, nous avons reposé les mêmes questions aux représentants des cultes et de la laïcité.

► Tous estiment qu'il faut plus que jamais se serrer les coudes. Ils appellent à garder la tête froide et à poursuivre le dialogue.

ENTRETIEN

En novembre dernier, au lendemain des attentats de Paris, nous avions rassemblé autour de la même table les représentants des cultes et de la laïcité. Au lendemain de l'attentat qui a directement visé l'un des cultes, catholique, avec l'égorgement du prêtre Jacques Hamel en son église de Saint-Étienne-du-Rouvray, nous avons voulu réitérer l'opération. Vacances obligent, il n'a pas été possible de rassembler tout le monde au même endroit, nous avons donc posé les mêmes questions à nos quatre interlocuteurs. Voici leurs réponses.

Entre les attentats de Paris, en novembre dernier, et celui de cette semaine dans une église près de Rouen, qu'est-ce qui a changé ?

Leon Lemmens : *La stratégie de l'Etat islamique est la même : créer dans la société occidentale une inimitié pour les musulmans, et ce avec l'objectif de nous diviser.*

Salah Echallaoui : *Ce qui a changé, c'est que le terrorisme devient de plus en plus aveugle. On voit très bien que les terroristes frappent partout. Que ce soit à Nice ou à l'église de Rouen avec l'assassinat de ce prêtre innocent, on voit que le terrorisme utilise des méthodes aveugles. Personne n'est à l'abri, personne n'est en sécurité. Mais ceci ne veut pas dire que nous devons plonger dans la peur ou le chaos. Nous devons continuer à résister contre tout cela. Il faut davantage de dialogue entre les différentes confes-*

sions religieuses. Ce qui se passe maintenant nous rapproche davantage, adeptes de religions ou non-religieux. Nous devons continuer à travailler ensemble. C'est dans l'obscurité qu'on voit les lueurs de lumière.

Philippe Markiewicz : *La situation est évidemment plus grave encore. Il n'y a plus de limites dans les attaques terroristes. Tout peut arriver à tout moment. Ces personnes ne respectent rien, ni les cultes ni les enfants !*

Jean De Brueker : *Ce qui change, selon moi, c'est l'impression que le mouvement, organisé et coordonné de l'étranger, amène désormais des personnes isolées à entrer en action.*

Qualifieriez-vous la situation de « guerre », voire de « guerre de religions » ? Le pape François a rejeté l'idée, mais en est-on là selon vous ?

S.E. : *Parler de « guerre », c'est très grave. Une guerre entre qui et qui ? L'ennemi n'est pas visible.*

Si ce mouvement terroriste déclare la guerre à tout le monde, à toutes les religions, où va-t-on ? Ils sont en guerre contre les musulmans, contre les juifs, contre les chrétiens... Et contre eux-mêmes. Je ne pense pas qu'on peut parler d'une guerre de religions puisque les premières victimes de ces actes barbares sont des musulmans. Parler de « guerre », c'est faire de la surenchère et enflammer les esprits. Ce n'est dans l'intérêt de personne. Nous devons garder notre sérénité, notre unité et notre solidarité face à ce terrorisme qui n'a ni religion, ni conviction, ni couleur, ni nationalité. Nous devons résister au terrorisme qui essaye de nous plonger dans ce climat de tension et semer le chaos dans nos sociétés. Nous devons rester attachés à nos valeurs démocratiques. Mais oui, il y a la guerre ailleurs dans le monde, notamment au Moyen-Orient, ce qui alimente ce terrorisme. C'est la responsabilité de la communauté internationale, qui doit trancher pour régler ces conflits locaux qui surgissent dans certaines régions, et dont les effets nous touchent tous. Ce n'est pas la guerre en Europe, mais c'est justement ce que les terroristes essayent de faire.

L.L. : *La guerre de religion, c'est peut-être le but de l'Etat islamique. Mais pour avoir une guerre, il faut que des deux côtés, on la déclare. Et je ne crois pas que ce soit le cas du côté des chrétiens même si, chez quelques-uns, il y a peut-être cette tentation. Je crois au contraire qu'il faut ap-*

peler au calme et à la bienveillance à l'égard de l'islam et des musulmans. Un évêque français a rappelé en marge des événements dramatiques de Rouen que nos seules armes étaient la fraternité, la solidarité, l'amitié et le respect. C'est du moins, je crois, le point de vue de tous les responsables de l'Eglise catholique. Mais pas que d'eux : j'ai entendu également des jeunes de

Rouen, par exemple, affirmer que les musulmans qu'ils connaissaient n'étaient pas comme cela. Il ne faut pas se laisser aveugler par l'Etat islamique. Il a vraiment pour objectif que notre perception à l'égard des musulmans soit modifiée. Il faut au contraire développer les rencontres avec le

monde musulman, un peu comme avait souhaité le faire depuis les événements de « Charlie Hebdo » le prêtre égorgé cette semaine. Personnellement, j'ai déjà affirmé qu'il fallait être heureux lorsqu'une mosquée était construite chez nous.

Ph. M. : *On n'est pas dans un état de guerre, mais on n'est pas non plus dans une situation que l'on peut qualifier de « normale ». On est dans une situation exceptionnelle. Il faut une réponse ferme, sans quoi la situation va s'aggraver et des vraies cassures vont apparaître dans la société, avec des risques beaucoup plus grands d'enfièvrement.*

J.D.B. : *Les événements et leurs conséquences peuvent faire penser, être assimilés à des phénomènes de guerre. Mais, malgré tout, sous nos latitudes, le terme est trop fort selon moi. Quant à l'hypothèse d'être face à une guerre de religion, je l'écarte également. Pour cela, il faudrait que deux tendances religieuses se fassent la guerre. Ce qui n'est pas le cas. A moins d'assimiler l'Europe actuelle à une Europe catholique...*

Que peut-on faire pour que ça n'arrive plus ?

S.E. : Des mesures sécuritaires doivent être prises, mais il faut également prendre des mesures économiques et sociales à l'égard de ces jeunes qui se radicalisent et plongent dans l'obscurantisme. Concrètement, beaucoup de choses se font déjà, mais il faut encore en faire davantage. Nous n'avons d'ailleurs pas attendu qu'il y ait des actes terroristes pour le faire. En 2014, par exemple, nous avons organisé des voyages interconfessionnels. Dès la rentrée de septembre, nous envisageons des activités communes avec les juifs et les chrétiens dans le cadre de rencontres et de voyages dans des sites comme les anciens camps de déportation. Nous devons aussi toucher la jeunesse et agir dans le cadre scolaire. Le cours de citoyenneté, c'est très bien, mais on a supprimé une heure de cours de religion à la rentrée alors que c'était un espace où l'on pouvait apprendre à nos jeunes à dialoguer ensemble. Le cours de religion doit en principe favoriser l'autocritique. Je crains que

l'heure qui restera pour le cours de religion soit un peu courte. Parce que nous devons apprendre aux jeunes à critiquer leurs propres textes, leurs propres convictions. Il faudra créer d'autres espaces de dialogue et de rencontre.

Ph. M. : A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. Mais il faut veiller à respecter les valeurs de la démocratie éclairée. L'immense majorité de la population belge défend avec vigueur ces valeurs démocratiques. Aujourd'hui plus que jamais. Les dirigeants communautaires doivent montrer l'exemple en gardant la tête froide. Il faut être extrêmement ferme pour la défense de ces valeurs, mais aussi éviter d'attiser le feu. C'est notre rôle. Oubliez un instant quel culte on représente ! Nous sommes tous des outils pour faire en sorte que cette société continue à se construire. Rester optimiste fait aussi partie de notre mission. Il ne faut pas aggraver l'état de désespérance des gens, au contraire ! Les faits commis le

sont en général par des gens de moins de 30 ans. Aujourd'hui, plus que jamais, il faut développer les relations avec les jeunes, ceux de la communauté musulmane en particulier, investir en eux. Il y a un travail important à fournir. Il passe par une collaboration avec les cultes, mais pas uniquement. Il faut évidemment travailler avec des assistants sociaux, des pédagogues, qui puissent aller à la rencontre de ces jeunes, entendre leurs angoisses, leurs revendications, les raisons pour lesquelles ils sont déçus de la société dans laquelle ils ont grandi et voir comment les mettre dans le droit chemin. ■

Propos recueillis par
PHILIPPE DE BOECK
CORENTIN DI PRIMA
MATHIEU COLINET

terroristes

« L'islam leur sert de couverture »

Les auteurs des attentats sont des musulmans, mais quelle est la part du religieux dans ces actes ?

S.E. : Ce sont des gens qui ne peuvent pas se proclamer musulmans ou proches de cette religion. L'islam, c'est la paix et la miséricorde. Il est impensable d'imaginer un seul instant que les tueries soient attribuées à l'islam. Le profil de ces jeunes qui commettent des attentats montre qu'ils viennent de la grande criminalité. Ils ne fréquentent pas les mosquées. Ils ne sont pas au contact de religieux, ce ne sont pas des pratiquants. La re-

vendication d'un attentat par un groupe terroriste c'est une chose, mais est-ce vraiment lié ? C'est autre chose... Si ces gens se proclament d'une religion, ce n'est pas la mienne.

L.L. : Ceux qui perpètrent ces attaques ne sont pas de grands musulmans pieux, ils ne fréquentent pas intensément les mosquées, ils n'ont pas une grande culture musulmane. Ce sont davantage des jeunes issus de milieux défavorisés

ou passés par la criminalité et qui adoptent la proposition de l'Etat islamique de purifier leurs vies. Un tel schéma existe peut-être dans l'islam, mais ce n'est pas l'islam universel. Je doute en outre fortement que les commanditaires de ces attentats, qui vivent en Irak ou en Syrie, soient de grands musulmans. Ils ont davantage une stratégie politique après avoir peut-être enduré les souffrances d'années de guerre. La religion musul-

mane leur sert de couverture, ce n'est pas le fond de leur discours.

Ph.M. : On n'a pas le droit d'attaquer la communauté musulmane dans son ensemble. Elle a droit à notre respect à tous, au même titre que toute autre communauté confessionnelle. Cela étant, il est vrai que les personnes qui commettent ce genre d'actes sont issues de cette communauté. Probable-

ment que par le passé, il y a eu trop de laxisme. On n'a pas vu venir ce qui arrive maintenant. Mais ce n'est pas trop tard. Il s'agit d'actes, aussi dramatiques soient-ils, qui restent relativement isolés.

J.D.B. : Ce qui pose problème ici, c'est l'instrumentalisation de la religion par des groupes et des personnes spécifiques. Qu'il s'agisse de

l'islam ou d'une autre religion, les cadres d'une religion doivent en cas de problème pouvoir avoir un discours franc, net. Les textes de référence doivent en outre pouvoir être considérés comme des visions allégoriques, écrits à des époques déterminées. ■

Propos recueillis par
Ph. Db., C.D.P., M.C.

religions « La loi protège la foi tant que la foi ne veut pas faire la loi »

La religion est-elle au-dessus des lois ?

Salah Echallaoui : Il est hors de question que la religion soit au-dessus des lois dans une société du vivre ensemble et multiculturelle comme la nôtre. Comme on le disait à la Révolution française : la loi protège la foi tant que la foi ne veut pas faire la loi. Il y a une hiérarchie des valeurs et des normes. Toutes les religions et convictions sont soumises à la loi, qui est faite par le peuple et votée démocratiquement par ses représentants.

Leon Lemmens : Pour vivre ensemble, il faut des lois. Contourner celles-ci ne doit être qu'exceptionnel. En Flandre, on a parlé récemment des écoles du dialogue, des écoles où les jeunes peuvent manifester leurs identités religieuses dans le respect. On ne vit plus aujourd'hui dans une société monoculturelle, on est engagé dans la diversité pour longtemps. Dans ce contexte, restreindre l'espace des religions, uniformiser la vie commune en en réduisant l'épaisseur n'est pas une bonne solution.

Philippe Markiewicz : La majorité des musulmans sont issus de pays où règne la théocratie. En Europe occidentale, nous vivons dans des pays laïques. La tradition de la Belgique est certes chrétienne, et en tant que juif je peux m'y épanouir sans problème. Les juifs de

Belgique savent que les lois de l'Etat sont supérieures aux lois religieuses. La religion appartient au domaine privé. Les terroristes ne sont pas mandatés par la communauté musulmane pour commettre ces actes. Ils sont en rupture avec les valeurs de notre société.

Jean De Brueker : On ne peut pas être d'accord avec cela au nom d'un principe humaniste général. La référence à certains textes religieux ne peut pas orga-

niser la vie de la société. Ce qu'il faut rechercher, c'est une démocratie impartiale, soucieuse du respect scrupuleux des droits de l'homme. Cette quête se fait sur une ligne de crête entre le religio-angélisme et la religio-phobie. Les principes de la déclaration universelle des droits de l'homme et ceux de la vie en société doivent assurer les droits de tout le monde, peu importent les convictions.

est-ce une solution ?

S.E. : Je ne pense pas qu'il faut chercher à diminuer l'importance de telle ou telle religion ou conviction. Le modèle belge de neutralité fonctionne très bien. Les religions n'ont pas de rôle dans la sphère politique. Je ne vois pas ce que plus de laïcité apporterait...

L.L. : Il ne faut pas craindre les religions. Ce sont des sources de vie pour la société, d'énergie. Au-delà, il faut naturellement

créer une culture du vivre ensemble, éviter les ghettos religieux. On ne vit plus dans une société monoculturelle, on est engagé pour longtemps dans la diversité. Dans ce contexte, je ne crois pas que restreindre l'espace des religions, uniformiser la vie en commun en en réduisant d'une certaine façon l'épaisseur soit la bonne solution.

Ph.M. : L'islam a un parcours beaucoup moins long en Belgique que la religion catholique ou le judaïsme. Cela va prendre du temps, c'est logique. Au niveau du Consistoire israélite de Belgique, c'est un laïc qui préside, pas un rabbin. C'est une manière de montrer qu'on a pleinement intégré les valeurs de l'Etat belge.

J.D.B. : Je crois même que le salut pour les religions serait l'adoption des principes de laïcité qui garantissent justement les libertés individuelles, ce principe de liberté de conscience et de religion. Cette préoccupation du traitement impartial, de la neutralité des agents, de la non-discrimination est la meilleure garante pour les religions pour éviter que ces groupes de reliance qui ont un intérêt ne deviennent des groupes d'opposition ou de repli identitaire. ■

Propos recueillis par
Ph. Db., C.D.P. et M.C.

dialogue « Nous avons un but : la paix sociale »

Où en est le dialogue interreligieux ?

Salah Echallaoui : Il est toujours en cours et il faut le poursuivre pour nous rapprocher davantage, apprendre le respect de l'autre. Il faut expliquer cela aux jeunes, par exemple dans le cadre de formations religieuses et interconvictionnelles si on veut vraiment que notre modèle multiculturel tienne bon. En tant que responsables des différents cultes, nous nous rencontrons très souvent.

Nous avons demandé au gouvernement de mettre en place un conseil consultatif des cultes et de la laïcité qui permettra de nous rencontrer plus souvent et aussi de mettre en place des actions communes. J'espère qu'on pourra commencer à travailler à la rentrée.

Léon Lemmens : D'une religion à l'autre, les expériences sont un peu différentes, les traditions aussi. Mais tout de même, entre religieux, nous nous écoutons, nous nous respectons, nous sommes engagés dans le dialogue. Je sens par exemple chez pas mal de religieux musulmans

la volonté de chercher la paix pour tous, de s'engager dans un dialogue. Ils sont certes un peu différents de moi. Mais je crois qu'il y a de la place pour cette différence. Idem pour les juifs et même les agnostiques ou les athées, chez qui je peux aussi sentir un intérêt humaniste.

Le dialogue entre les religions, c'est s'écouter pour apprendre ce que les chrétiens appellent par exemple le mystère de Dieu ou pour voir comment Dieu est au travail dans les autres religions. Mais c'est aussi chercher à collaborer pour construire du vivre-ensemble. Ce travail a déjà commencé depuis un certain nombre d'années, est prometteur mais a encore besoin de temps.

Philippe Markiewicz : En Belgique, et c'est assez remarquable, nous avons depuis un an maintenant des réunions régulières entre les représentants des différents cultes et de la laïcité. Nos relations sont positives et constructives. Nous appartenons tous à la société belge et nous avons un but : la paix sociale. Nous avons été reçus il y a quelques mois par le Premier

ministre et une commission nationale va être créée.

Nous avons par exemple organisé plusieurs marches communes à Bruxelles, qui se sont très bien passées. Mais nous ne sommes que des représentants...

Il faut soutenir aujourd'hui le développement d'un islam à la belge, qui intègre les valeurs de la démocratie éclairée et pour lequel les lois de l'Etat sont supérieures aux lois religieuses. C'est cet islam-là que nous devons défendre, protéger et valoriser. La situation est plus calme en Belgique qu'en France. Nous sommes moins aptes à faire des beaux discours, mais nous sommes plus rationnels, pragmatiques. Les zones de conflit sont quasi inexistantes, chez nous. Certes, il y a l'un ou l'autre acte antisémite, et c'est inadmissible, bien entendu. Mais il ne s'agit pas de phénomènes de masse.

Jean De Brueker : Le dialogue interreligieux repose sur les représentants des différentes religions qui ont toujours un discours extrêmement généreux, extrêmement ouvert et parfois un peu lé-

nifiant : c'est le vivre-ensemble, c'est construire des passerelles plutôt que des murs, etc. Et puis, lorsqu'il y a un événement tragique, les responsables religieux se rassemblent et font une déclaration commune.

Du côté de la laïcité, cela débouche alors sur la mise en évidence du principe général de la laïcité comme un mode de fonctionnement de la société qui permet à toutes les convictions de s'exprimer le plus librement possible dans le respect mutuel.

Du côté du Centre d'action laïque, l'« interconvictionnel », les marches et tout cela, disons que nous n'y sommes pas trop favorables. Car, selon nous, cela met un voile sur la responsabilité des citoyens à un niveau individuel et sur la responsabilité des politiques par rapport à la gestion de la cité.

Cela dit, les contacts entre représentants religieux sont intéressants lorsqu'ils débouchent sur des efforts convergents pour améliorer telle ou telle situation. ■

Propos recueillis par Ph.Db et C.D.P et M.C.

réforme « Un islam contemporain »

La structure de l'islam doit-elle être adaptée ?

Salah Echallaoui : En Belgique, l'islam est institutionnalisé. Il a un cadre légal. Il est vrai qu'il y a des réformes à faire, notamment pour le conseil des théologiens qui ne dépend pas de l'Exécutif des musulmans de Belgique. Il faut le rendre beaucoup plus efficace et plus apte pour répondre au questionnement de la jeunesse et aux interrogations posées par notre communauté. Il faut un outil moderne pour analyser les textes. Nous avons également besoin de théologiens qui connaissent les langues nationales. La réforme se fera dans la concertation.

Dans le domaine de la formation des imams et des cadres religieux, nous nous sommes engagés à le faire. Dès septembre, des cycles de formation seront organisés et obligatoires pour les imams. Nous avons un accord avec le ministère de l'Enseignement de promotion sociale et le ministère de l'Enseignement supérieur dans ce cadre-là. Nous allons bien sûr imposer des titres pour les conseils islamiques du prochain recrutement.

En ce qui concerne les cours de religion islamique, nous avons déjà mis en place un certificat didactique d'enseignement islamique en partenariat avec l'UCL. Des formations universitaires vont également se mettre en place dès la rentrée avec l'Institut de promotion des études de l'islam. A moyen terme, l'objectif c'est de mettre en place des structures

universitaires pour former nos cadres musulmans. Et développer par cela un islam contemporain, un islam d'Europe.

Léon Lemmens : La donne nouvelle, même si un processus historique a été engagé, c'est la présence de l'islam en Occident. Le processus est en marche mais a besoin de temps pour aboutir. L'islam doit à la fois s'adapter à notre société, sortir du ghetto mais notre société doit aussi s'habituer à l'islam. C'est une démarche mutuelle. Je crois par exemple que les chrétiens, mais pas seulement, plus largement l'ensemble de la population, doivent aller à la rencontre des musulmans dans les quartiers où ils habitent pour participer à transformer ces quartiers, souvent défavorisés.

Philippe Markiewicz : L'Exécutif des Musulmans a un nouveau président depuis quelques mois. Avec M. Echallaoui, nous entretenons des relations de courtoisie et d'amitié même. Il est arrivé dans une situation exceptionnelle. Il faut lui laisser un peu de temps et l'aider à promouvoir cet islam de Belgique.

Jean De Brueker : Je ne suis pas un spécialiste de la structure de l'islam. Mais indiscutablement, il y a des principes qui doivent primer. Si certains devaient réclamer un droit à la charia, ce serait forcément incompatible. ■

Propos recueillis par Ph.Db et C.D.P. et M.C.